

**Jean-Thierry PLANTE**  
**COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
Inscrit à la Compagnie Régionale de Bordeaux

---

379 Avenue de Verdun  
33700 MERIGNAC

---

Tél. : 05.56.18.70.19  
SIREN 509 683 900  
Mel : [jean-thierry.plante@pcec.fr](mailto:jean-thierry.plante@pcec.fr)

CENTRE DE FORMATION  
BORDEAUX NORD AQUITAINE  
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



Aux membres,

**I. Opinion sur les comptes annuels**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE DE FORMATION BORDEAUX NORD AQUITAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II. Fondement de l'opinion**

---

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **III. Justification des appréciations**

---

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Le rapport de gestion ne nous ayant pas été communiqué comme le prévoit l'article L612-1 du Code de Commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de sa sincérité et sa concordance avec les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



## **VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs

pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac,  
Le 24 mars 2025

**Jean-Thierry PLANTE**  
Commissaire aux comptes  
*Document certifié*  
*par le Commissaire aux Comptes*

*Pièces annexées : Bilan, compte de résultat et annexe.*



# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	21 679	20 572	1 107	3 507
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions	584 363	214 657	369 706	412 574
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	86 937	29 008	57 929	47 231
	Autres immobilisations corporelles	74 870	59 756	15 113	20 544
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	4 331		4 331	4 331
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>772 180</b>	<b>323 994</b>	<b>448 186</b>	<b>488 186</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	124 283	4 250	120 033	68 714
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	56 255		56 255	417 067
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	383 853		383 853	131 864
	Charges constatées d'avance				1 987
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>564 391</b>	<b>4 250</b>	<b>560 141</b>	<b>619 633</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
TOTAL ACTIF (I à V)	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>	<b>1 336 571</b>	<b>328 244</b>	<b>1 008 327</b>	<b>1 107 819</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				4 331	
(3) dont à plus d'un an					

Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	594 520	663 683
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
Fonds reportés et dédiés	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	8 635	(69 163)
	Total des fonds propres (situation nette)	603 155	594 520
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	284 287	310 235
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	284 287	310 235
	Total des fonds propres	887 442	904 755
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Provisions	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 199	26 783
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	70 390	127 667
TOTAL PASSIF	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	37 296	48 415
	Produits constatés d'avance		200
	Total des dettes	120 885	203 064
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 008 327	1 107 819
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	8 634,76	(69 163,24)
	(1) Dont à moins d'un an	120 885	203 064
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes



# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	608 103	843 396
	dont parrainages	182 151	394 881
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	448 377	108 572
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 879	5 290
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	37	324
Total des produits d'exploitation		1 063 396	957 583
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	268 790	259 020
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	41 696	41 805
	Salaires et traitements	511 436	518 941
	Charges sociales	186 809	185 644
	Dotation aux amortissements et dépréciations	74 477	57 422
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	8 253	3
Total des charges d'exploitation		1 091 462	1 062 834
RESULTAT D'EXPLOITATION		(28 066)	(105 252)

Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes

## Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(28 066)	(105 252)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	242	116
	Total des produits financiers		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		242	116
RESULTAT COURANT avant impôts		(27 824)	(105 136)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	44 326	36 475
	Total des produits exceptionnels		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 867	503
	Total des charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		36 459	35 973
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 107 963	994 174
TOTAL DES CHARGES		1 099 328	1 063 337
EXCEDENT ou DEFICIT		8 635	(69 163)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes<sup>242</sup>



## ANNEXE - Elément 1

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le **31/12/2024** dont le total est de **1 008 327** Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de **8 635** Euros.

L'exercice a une durée de **12** mois, recouvrant la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Les règlement ANC n°2014-03 du 5/06/2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 05/12/2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droits privé à but non lucratif.

- les règlements comptables :

- 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs

*Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes*

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Faits caractéristiques de l'exercice

La subvention de fonctionnement accordée par la Région Nouvelle Aquitaine pour l'exercice 2024 a fait l'objet d'une convention pour un montant de 158 690€.

En 2024, une nouvelle session d'école d'infirmiers, la promotion 2024/2027, a débutée.

## ANNEXE - Elément 1

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Evennements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives remettant en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Changements de méthodes

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice

Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange. Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Concession, brevet, licence	1 à 3 ans
- Constructions	5 à 10 ans
- Agencements & aménagements des constructions	10 ans
- Matériel et outillage	4 à 10 ans
- Mobilier de bureau et informatique	3 à 10 ans

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



## ANNEXE - Elément 1

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Opérations exceptionnelles

672000 CHARGES EXCEP./ EX.ANT 7 867€

772000 PROD.DIV.COUR.S/EX.ANTE 225€

*Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes*

## Autres informations

L'association a engagé des travaux pour l'école pour 429 410€, en partie financés par des fonds FEDER à hauteur de 323 177€.

## Ressources de l'organisme

ORIGINES DES FONDS	MONTANT		MONTANT	
	(N)		(N-1)	
	EN €	En %	EN €	En %

### I - RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATION

#### POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS

Entreprises				
Etat, collectivités locales				
établissements publics				
Entreprises :				
Via Fongecif,	578 875	55%	532 912	56%
OMA				
FAF				
Particuliers				
<b>Sous-total I :</b>	<b>578 875</b>	<b>55%</b>	<b>532 912</b>	<b>56%</b>

### II - RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS

Instances européenne				
Etat				
Régions	307 490	29%	294 781	31%
Autres collectivités territoriales				
<b>Sous - total II :</b>	<b>307 490</b>	<b>29%</b>	<b>294 781</b>	<b>31%</b>

## ANNEXE - Elément 1

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

*Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes*

**III : AUTRES**

Autres organismes de formation				
Autres ressources	170 115	16%	124 276	13%
<b>Sous-total III :</b>	<b>170 115</b>	<b>16%</b>	<b>124 276</b>	<b>13%</b>
<b>Total des ressources</b>	<b>1 056 480</b>	<b>100%</b>	<b>951 969</b>	<b>100%</b>

## Décomposition des actions de formation par finalité

FINALITE DES ACTIONS	VOLUMES FINANCIERS			
	MONTANT		MONTANT	
	(N)		(N-1)	
	EN €	En %	EN €	En %
Diplômantes * (1)	865 098	83%	844 420	89%
Perfectionnement professionnelet qualifiant * (2)	182 151	17%	100 100	11%
Insertion sociale				
<b>Total</b>	<b>1 047 250</b>	<b>100%</b>	<b>944 520</b>	<b>100%</b>

(1) Diplômes nationaux, titres homologués.

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations

## Conventions de ressources publiques affectées

CONVENTION	Montant initial	SUIVI D'EXECUTION		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde à rembourser
Région aquitaine	307 490	307 490	307 490	-



# Immobilisations

Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	21 679					21 679
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 679					21 679
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	581 010		3 354			584 363
	Instal technique, matériel outillage industriels	61 093		25 844			86 937
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	73 840		1 030			74 870
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	715 943		30 227			746 170
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	4 331		13 835		13 835	4 331
	TO TAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 331		13 835		13 835	4 331
TO TAL		741 953		44 062		13 835	772 180

## Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement		Document certifié par le Commissaire aux Comptes		
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	18 172	2 400	20 572	
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 172	2 400	20 572	
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	168 436	46 222		214 657
	Instal technique, matériel outillage industriels	13 863	15 145		29 008
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	53 297	6 460		59 756
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		235 595	67 827		303 422
TOTAL		253 767	70 227		323 994

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							



# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	4 331	4 331	
	Clients douteux ou litigieux	8 500	8 500	
	Autres créances clients	115 783	115 783	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	35 680	35 680	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	20 576	20 576	
	Charges constatées d'avances			
TOTAL DES CREANCES		184 869	184 869	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	13 199	13 199		
	Personnel et comptes rattachés	25 436	25 436		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	37 772	37 772		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 182	7 182		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	37 296	37 296		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		120 885	120 885		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>52 629</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>42 710</b>
CONGES PAYES	25 149	
ORG.SOC. CH./CONGES PAYES	12 320	
IJSS A RECEVOIR	1 639	
ETAT AUTRES CH. A PAYER	63	
FORMATION CONTINUE	3 539	
<b>Autres dettes</b>		<b>9 919</b>
CHARGES A PAYER	9 919	

**Document certifié**  
**par le Commissaire aux Comptes**



## Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	663 683	(69 163)			594 520
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(69 163)	69 163	8 635		8 635
<b>Situation nette</b>	<b>594 520</b>		<b>8 635</b>		<b>603 155</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	310 235		18 153	44 101	284 287
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>904 755</b>		<b>26 788</b>	<b>44 101</b>	<b>887 442</b>

*Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes*

## Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Engagements  
financiers donnésEngagements  
financiers reçus

Effets escomptés non échus

*Document certifié  
par le Commissaire aux Comptes*

Avals, cautions et garanties

PRIVILEGE SUR CESSION IMMOBILIERE A LA SCI BORDEAUX NORD

Engagements de crédit-bail

Engagements en pensions, retraite et assimilés

Autres engagements

Total des engagements financiers (1)

(1) Dont concernant :

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées



**Jean-Thierry PLANTE**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Inscrit à la Compagnie Régionale de Bordeaux

379 Avenue de Verdun

33700 MERIGNAC

Tél. : 05.56.18.70.19

SIREN 509 683 900

Mel : [jean-thierry.plante@pcec.fr](mailto:jean-thierry.plante@pcec.fr)

**CENTRE DE FORMATION  
BORDEAUX NORD AQUITAINE**

**6 Rue Robert CHARAZAC  
33300 BORDEAUX**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Mérignac, le 25 mars 2025.

 **Document certifié**  
**Jean-Thierry Plante**  
**Commissaire aux Comptes**  
Commissaire aux comptes